L'UPA veut du temps, de l'aide et de l'expertise pour la production porcine

MONTRÉAL (PC) — Les agriculteurs sont prêts à adopter des méthodes de production respectueuses de l'environnement, mais il leur faudra du temps, une aide financière accrue et l'encadrement de conseillers, a dit récemment le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Laurent Pellerin, devant la commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement chargée d'étudier le développement de la production porcine au Québec.

L'UPA se dit favorable au maintien de fermes «à dimension humaine», jugées moins dommageables pour le développement régional et pour l'environnement que les mégaporcheries industrielles, exploitées par des «intégrateurs». Mais un certain nombre de mesures sont nécessaires pour permettre aux petits producteurs de survivre et de tirer leur épingle du jeu dans le contexte de la mondialisation des échanges, soutient l'organisation.

Les producteurs misent notamment sur la généralisation des programmes de mise en marché collective, de même que sur la création de mesures de soutien au revenu (SRA) équitables pour les petits exploitants. Ces dernières années, beaucoup de producteurs porcins québécois se sont en effet plaints de ce que l'aide financière basée sur le nombre de bêtes favorise les intégrateurs au détriment des fermes familiales.

Pour améliorer leur bilan environnemental, les agriculteurs estiment avoir besoin d'environ 1,4 milliard de dollars en 10 ans. Ils se disent prêts à investir 300 millions. «On donne toujours la Suisse en exemple, mais ils ont investi des sommes phénoménales pendant 20 ans avant d'en arriver là où ils sont aujourd'hui. Si on voulait faire l'équivalent, il faudrait injecter 4 milliards par an au Canada», a souligné M. Pellerin.

Dans son allocution, le président de l'UPA a même donné son appui à l'idée d'imposer d'une taxe spéciale sur les aliments, dont les profits serviraient à financer la mise au point et le développement de nouvelles technologies et de processus non dommageables pour les sols et les réseaux hydrologiques.

«Les consommateurs sont très sensibles au prix, alors quand on impose des réglementations qui font monter les coûts, on désavantage les producteurs d'ici, a-t-il expliqué. Une taxe qui s'appliquerait à tous les aliments est donc une avenue à considérer.»

Comme l'ont fait Bernard Landry et Mario Dumont, la semaine dernière, M. Pellerin a d'autre part dénoncé l'injustice dont sont victimes les agriculteurs. «Au lieu de recevoir des retombées positives pour avoir nourri le Québec, on les accuse de provoquer la dégradation de l'environnement. Parce que les symptômes du problème sont à la ferme, on blâme les fermiers. Mais le problème est beaucoup plus large que cela», a-t-il insisté.

À son avis, il est plus que temps que les citadins et les ruraux s'engagent dans un «contrat social agricole». «Certains inconvénients comme le bruit, la poussière et l'odeur ne disparaîtront pas», mais c'est à ce prix qu'on produit des aliments de qualité et sécuritaire, a-t-il conclu.

L'UPA estime par ailleurs que le moratoire sur le développement de l'industrie porcine, décrété par le gouvernement en juin dernier, n'est plus justifié et qu'il pourra donc être levé de façon sécuritaire à son expiration, dans 12 ou 18 mois. «Il serait bête de prolonger le temps d'arrêt alors qu'on continue à importer du phosphore pour des engrais, a soutenu M. Pellerin. Il vaudrait mieux miser sur une meilleure réutilisation du fumier qu'on a.»

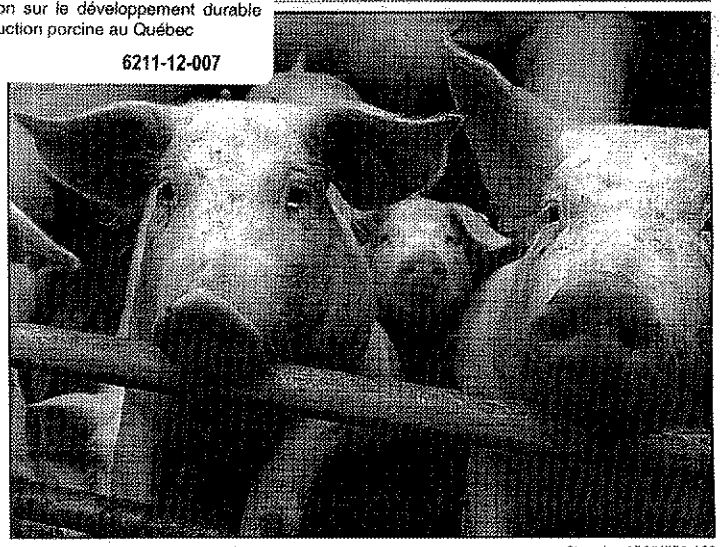

Photo Les ARCHIVES AFP

La production porcine de l'avenir tiendra compte davantage de la protection des sols et de l'environnement. C'est du moins le souhait qu'émet l'UPA.

Au coeur du problème